



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

8 (1998)

Georges Duby et l'histoire des femmes

Christian BOUGEARD

Marie-Madeleine Dienesch : une carrière politique féminine méconnue

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Christian BOUGEARD, « Marie-Madeleine Dienesch : une carrière politique féminine méconnue », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 8 | 1998, mis en ligne le 03 juin 2005, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/325> ; DOI : 10.4000/clio.325

Éditeur : Presses universitaires du Mirail
<http://clio.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :
<http://clio.revues.org/325>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Christian BOUGEARD

Marie-Madeleine Dienesch : une carrière politique féminine méconnue

- 1 Le colloque consacré à *Germaine Poinso-Chapuis témoin de son temps* a été l'occasion d'évoquer une autre figure féminine du MRP qui a marqué la vie politique de l'Ouest de la France par sa longévité politique, sous la IVe et la Ve République¹. Il s'agit de Marie-Madeleine Dienesch, députée des Côtes-du-Nord de 1945 à 1981. La carrière politique de « Marie-Madeleine » comme l'appelaient ses électeurs, se construit dans l'action parlementaire de 1945 à 1962 au sein du MRP, mais s'épanouit réellement après son ralliement au général de Gaulle et au gaullisme dominant à partir de 1965. C'est ce qui lui vaut d'être la seule femme à siéger comme secrétaire d'État pendant six ans dans les gouvernements Pompidou, Couve de Murville, Chaban-Delmas et Messmer du 31 mai 1968 au 27 mai 1974 sous les présidences de Charles de Gaulle puis de Georges Pompidou².
- 2 La carrière de Marie-Madeleine Dienesch illustre le laborieux cheminement d'une poignée de femmes politiques de la Libération, moment de leur accession à la citoyenneté complète, au milieu des années 1970 et aux années 1980 lorsque des femmes occupent une place plus conséquente dans les gouvernements des présidents Giscard d'Estaing et Mitterrand.
- 3 Pourtant ce rôle pionnier mais discret de Marie-Madeleine Dienesch, dans la voie ouverte brièvement par Germaine Poinso-Chapuis, élue MRP de Marseille et ministre de la Santé publique et de la population du cabinet Robert Schuman du 24 novembre 1947 au 26 juillet 1948, est largement méconnu³. La période ministérielle de cette carrière mériterait une étude particulière, mais nous allons nous limiter ici, compte tenu des sources accessibles, à la phase d'implantation d'une femme politique dans un département rural breton durant la IVe République. Les Côtes-du-Nord ne semblaient pas destinées *a priori* à faire confiance à une femme, d'autant plus que ce département sert aussi de point d'appui à René Pleven, personnalité de la France libre, futur ténor de la IVe République qui « chasse » sur les mêmes terres électorales du centrisme dans les années 1945-1950⁴. Comment donc, la jeune Marie-Madeleine Dienesch devint-elle et surtout s'imposa-t-elle comme parlementaire démocrate chrétienne des Côtes-du-Nord ? Pour répondre à cette question, il faut tenir compte de la culture politique héritée et transformée à l'épreuve de la guerre et de la Libération, des qualités militantes et politiques de la candidate, mais aussi des luttes politiques internes au MRP. Mais au départ, sans doute y a-t-il une part de chance qui permet à M.-M. Dienesch de figurer en bonne position sur la liste MRP en octobre 1945, une opportunité qui tient aussi au renouvellement des notables et des forces politiques au sortir de l'Occupation et de la Résistance⁵.

Les débuts d'une carrière politique due au hasard ?

- 4 Dans un ensemble breton classé un peu schématiquement à droite avant la guerre, les Côtes-du-Nord, avec leur majorité radicale, faisaient figure de département de sensibilité de gauche (quatre députés Front populaire, quatre contre en 1936), au sein d'une région encore très marquée par le catholicisme. Les premiers scrutins de la Libération (municipales et cantonales) traduisent une nette poussée à gauche, communiste et socialiste surtout, avec une relative résistance du radicalisme, alors que le nouveau MRP peine à s'organiser à partir de janvier 1945. Le nom de Marie-Madeleine Dienesch n'apparaît pas dans ces premiers scrutins, ni sur la liste d'union de la Résistance qui réserve quatre sièges au MRP à Saint-Brieuc au printemps 1945, ni aux premières élections cantonales. D'ailleurs, comme René Pleven, la future députée des Côtes-du-Nord ne détiendra jamais de mandat municipal et elle ne parviendra que tardivement à entrer au Conseil général (canton de Plouguenast), après une tentative infructueuse à Saint-Brieuc-sud en avril 1958⁶. Toute sa carrière dans les Côtes-du-Nord repose sur son parcours parlementaire et sur un appui partisan et non sur l'enracinement d'une notabilité locale, ce qui s'explique peut-être par son manque de racines bretonnes.

- 5 Son arrivée dans les Côtes-du-Nord tient d'abord au hasard d'une nomination en 1939 au collège de Jeunes filles de Saint-Brieuc, l'actuel lycée E. Renan. La jeune agrégée de lettres classiques qui a alors vingt-cinq ans est née au Caire, en Egypte, le 3 avril 1914, d'un père conseiller juridique, proche de la CFTC. La jeune fille de bonne famille a fait ses études dans des institutions catholiques de la région parisienne : Collège Sainte-Marie et Université libre de jeunes filles de Neuilly-Sur-Seine, Collège Sévigné et Faculté des lettres de Paris (licence et DES de grec)⁷. Il ne fait guère de doute que par son milieu familial et par sa formation, M.-M. Dienesch appartienne au profil type des élus MRP de l'après-guerre : « Les futurs députés MRP ont été élevés dans des familles où la politisation est faible, les sympathies conservatrices certaines, les engagements politiques limités⁸ ». Comme les deux tiers d'entre eux, elle a fait ses études dans des établissements catholiques et va être conduite, par son milieu professionnel dans l'enseignement public et ses engagements militants, à prendre quelques distances avec son milieu d'origine. Cependant, l'engagement politique de la jeune femme ne date pas de la guerre ou de la Libération. Comme bon nombre de leaders du futur MRP, elle a appartenu avant la guerre au petit parti démocrate populaire (PDP)⁹.
- 6 Autant dire que la jeune enseignante découvre en 1939 une petite ville de province (36 000 hab. en 1936), et un département rural et maritime peu développé où l'affrontement entre les Bleus et les Rouges, les laïcs, et les Blancs, les catholiques ou « les chouans » fait encore partie des joutes électorales. Toutefois, l'Occupation et les combats communs de la Résistance et de la Libération font évoluer les mentalités quand laïcs et catholiques combattent côte à côte dans les mouvements : le Front national, animé par des communistes et des socialistes, Libération Nord, dirigé par des socialistes mais comptant des hommes de droite, et Défense de la France, dirigé notamment par l'abbé Fleury, qui recrute dans les milieux modérés et catholiques. Cependant, lorsque ces mouvements se développent, à partir de l'été 1943, Marie-Madeleine Dienesch quitte Saint-Brieuc pour une année d'enseignement à Lisieux en Normandie¹⁰. Elle ne revient à Saint-Brieuc pour y reprendre son poste qu'en 1944, après la libération du département. Elle aurait appartenu à Libération Nord et possède effectivement sa carte en 1945 mais, compte tenu des phases de la structuration du mouvement dans les Côtes-du-Nord, cette action n'a pu s'exercer qu'en Normandie¹¹. Cette appartenance à Libération Nord n'est pas sans importance, car certains fondateurs du MRP, en janvier 1945, viennent de ce mouvement, dont Paul Guennebaud, professeur d'anglais au lycée de garçons de Saint-Brieuc qui incarne un courant socialiste chrétien. Autre fondateur influent, Paul Héger est retraité de la SNCF et dirigeant résistant de la CFTC¹².
- 7 Dans le climat de renouveau politique de 1944-1945 et d'intégration des catholiques résistants à la nation, la jeune enseignante s'engage dans le militantisme syndical et politique briochin. Dès 1944, M.-M. Dienesch milite à la CFTC et devient secrétaire de la section des Côtes-du-Nord du SGEN-CFTC. Elle y rencontre un syndicalisme ouvrier en plein essor, dont le leader de la CFTC, Victor Rault, secrétaire général de 1934 à 1945, qui adhère au MRP en février 1945 et devient rapidement l'un des principaux cadres du parti, futur maire (1953-1959) et député de Saint-Brieuc (1958-1962)¹³. En prévision du vote des femmes et dans un souci d'éducation populaire, elle met aussi sur pied l'Union féminine civique et sociale des Côtes-du-Nord, ce qui lui permet de se faire connaître en sillonnant les 391 communes avec l'appui bienveillant du clergé et du réseau des presbytères. Au printemps 1945, la mobilisation des syndicats et organisations de jeunesse chrétiennes, particulièrement forte à Saint-Brieuc, donne une base populaire militante au nouveau parti : présence de 1800 personnes, dont de nombreuses femmes à une journée d'étude de la CFTC et de 3500 jeunes à un meeting de la JOC le 11 mai, essor de la JAC dans le monde rural. Ces relais vers la société sont nombreux et diversifiés dans une période de relatif œcuménisme et de tolérance entre organisations confessionnelles et laïques. En outre, M.-M. Dienesch participe aux derniers feux de l'esprit unitaire de la Résistance : les États généraux de la Renaissance française. Pourtant, selon le préfet SFIO, Henri Avril, ancien président du Comité Départemental de Libération (CDL), seule « une minorité agissante », en fait le PCF et la SFIO, s'est mobilisée mais cette affaire « n'a jamais passionné l'opinion ». M.-M. Dienesch est l'une des deux femmes (pour le MRP

semble-t-il) de la délégation des Côtes-du-Nord qui se rend à Paris les 10-14 juillet 1945. Assurément, c'est déjà l'une des principales militantes du MRP en 1945, au moment où le parti semble s'enraciner aux élections cantonales de septembre 1945 en enlevant neuf sièges sur quarante-huit. Mais il apparaît déjà que ces succès sont acquis dans les zones les plus conservatrices avec des voix de droite, ce qui va rapidement placer en porte-à-faux les jeunes élus du MRP briochin, plus avancés politiquement et socialement.

8 La chance de Marie-Madeleine Dienesch à l'automne 1945 tient au fait que le MRP est encore insuffisamment organisé dans les Côtes-du-Nord, qu'il n'a pas de concurrent à droite comme en Ille-et-Vilaine, et qu'il manque de fortes personnalités issues de la Résistance et des milieux d'action catholique comme un Pierre-Henri Teitgen en Ille-et-Vilaine ou un André Colin dans le Finistère. C'est donc à la demande pressante de ses amis que M.-M. Dienesch, selon son témoignage, accepte de figurer en troisième position une demi-heure avant le dépôt de la liste à la préfecture. Face aux listes communiste et socialiste, à celle conduite par le ministre de l'Économie et des Finances René Pleven, le récent MRP escompte tout au plus un siège pour son leader, le résistant de 29 ans, Henri Bouret, un sous-préfet hors cadre originaire du département.

9 Or, à cette première Assemblée constituante, la percée du MRP est spectaculaire en Bretagne (cinq départements avec la Loire-Inférieure). Le parti y obtient seize sièges sur trente-huit. Avec l'Est de la France, l'Ouest devient l'un des principaux bastions du MRP. Les résultats les plus faibles proviennent des Côtes-du-Nord : le MRP obtient à sa grande surprise trois sièges sur sept, devant le PCF (deux élus), la SFIO (un élu) et la liste Pleven (un élu). Il progresse ensuite en voix le 2 juin et le 10 novembre 1946. A 31 ans, le 21 octobre 1945, Marie-Madeleine Dienesch entre au parlement et devient la première femme secrétaire du bureau de l'Assemblée constituante.

10 Le MRP a présenté quarante-cinq femmes sur 489 candidats, autant que la SFIO, mais nettement moins que le PCF (soixante-quatorze candidates)¹⁴. Trente-trois femmes sont élues dont neuf républicaines populaires, dix-sept communistes et six socialistes. Avec la Région parisienne (quatre députées MRP), la Bretagne se distingue en élisant trois femmes : M.-M. Dienesch, Renée Prévert en Ille-et-Vilaine et Marie Texier-Lahoullé dans le Morbihan. Ancienne militante du PDP, Germaine Poinso-Chapuis, élue à Marseille, fait un peu figure d'aînée. Le 2 juin 1946, le MRP qui perd un siège féminin (huit sur trente femmes) alors qu'il devient le premier parti de France, conserve ses trois députées en Bretagne. M.-M. Dienesch, qui figure désormais en deuxième position, est réélue sans difficulté en juin et en novembre 1946¹⁵. Le 10 novembre 1946, elle est l'une des jeunes parlementaires du MRP qui compte neuf des trente-cinq élues de l'Assemblée nationale¹⁶.

11 Plusieurs facteurs permettent d'expliquer le rapide enracinement de la nouvelle élue. Dans le contexte électoral des années 1945-1946, elle se dépense sans compter avec Henri Bouret pour créer des sections du MRP dans les Côtes-du-Nord. Le nombre de ces sections passe de soixante-dix à la fin mars 1946 à 120 (dans une commune sur trois) à la fin septembre. Quarante-cinq ans après, M.-M. Dienesch avait conservé un souvenir nostalgique de ses débats politiques de la Libération et du tripartisme, marqué cependant par la difficulté de s'imposer comme femme : « À vrai dire, j'aime la bataille mais plus encore convaincre. En ce temps, nous respections mutuellement nos adversaires, animés eux-mêmes par de sincères convictions ! [...] Ceux qui m'attaquaient le plus violemment n'étaient ni les communistes ni les socialistes, mais des anti-féministes viscéraux qui ne supportaient pas que des femmes aient de nouvelles responsabilités. Ils ne représentaient en fait qu'une faible partie, heureusement, du corps électoral. L'ensemble de la population avait accepté avec enthousiasme ce renouveau de la vie politique¹⁷ ». Il lui faut aussi s'imposer par sa pugnacité et sa résistance physique du fait des nombreux déplacements dans les fermes dispersées du bocage breton. Une anecdote montre comment la jeune professeur parvint à se faire respecter face à ses contradicteurs communistes, en pleines zones rouges et FTP du Centre Bretagne. À la sortie d'un meeting à Rostrenen, un auditeur se serait exclamé : « On croyait que c'était une biche, mais c'est un tigre ! ». La célibataire parisienne de bonne famille se frotte aux réalités d'un monde rural où Bleus et

Blancs s'affrontent sans concession tout en s'imposant sur les bancs de l'Assemblée et dans les instances dirigeantes du MRP.

- 12 Les capacités personnelles des candidats et l'effacement provisoire de la droite conservatrice - elle ne garde qu'un seul siège de conseiller général dans les Côtes-du-Nord en 1946 et une liste du PRL n'a obtenu que 5,7% des voix le 2 juin 1946 faisant perdre provisoirement son siège à René Pleven -, n'expliquent pas tout dans la percée du MRP en Bretagne. Il faut tenir compte d'autres facteurs : une presse catholique et démocrate-chrétienne puissante au niveau régional, *Ouest-France* et *La Voix de l'Ouest* dirigée par un prêtre résistant briochin, l'abbé Chérueil, ancien membre du Comité départemental de Libération. Au plan départemental, la fédération du MRP publie en 1946-1947 un hebdomadaire, *Le Républicain populaire*, alors que *L'Aube* n'a jamais été très diffusée (1900 exemplaires par mois en 1947)¹⁸. La presse socialiste et communiste est davantage lue. Mais dans une région de forte pratique religieuse, et étant en position de barrage face à une forte poussée socialiste et communiste (48,7 % des voix en octobre 1945, 51,5% en novembre 1946), le MRP obtient l'appui du clergé, dont celui de beaucoup de jeunes abbés qui se sont engagés dans la Résistance, contre leur évêque Mgr Serrand, pétainiste actif jusqu'en 1944. Les associations catholiques spécialisées, la JAC et la JOC, ainsi que la CFTC, se retrouvent derrière ce nouveau parti dont les trois députés ont une moyenne d'âge de 28,5 ans à la fin 1946.
- 13 En revanche, contrairement aux départements voisins, ce n'est guère l'héritage du PDP (six députés en Bretagne en 1936) qui se retrouve à la Libération. Dans le Finistère, le PDP n'a accepté de se dissoudre qu'en août 1945. Dans les Côtes-du-Nord, la voie était dégagée, car l'ancien député PDP Alfred Duault (1936-1940), nommé au Conseil national de Vichy, a été un pétainiste fidèle jusqu'au bout. Et l'ancien député Yves Le Cozannet (1930-1932), responsable de la Corporation paysanne et de la puissante coopérative de Landerneau, a été écarté par le congrès d'octobre 1946, quand il a tenté de se faire élire en troisième position sur la liste MRP. Il s'agit donc de construire un nouveau mouvement politique qui en 1945-1946 veut camper au centre gauche dans les Côtes-du-Nord et Marie-Madeleine Dienesch s'y emploie aussi bien à l'Assemblée nationale que dans les instances dirigeantes de son parti et dans son département.

Une parlementaire qui s'affirme sous la quatrième République

- 14 En 1945-1946, la jeune militante veut se situer dans l'aile gauche du MRP, ce qui correspond d'ailleurs aux aspirations de la section briochine. En ces temps de tripartisme triomphant et dans un département où le PCF est puissant, M.-M. Dienesch paraît fascinée par les méthodes communistes comme en témoigne le journaliste Fontvielle-Alquier¹⁹. Lors d'un congrès national à Paris (sans doute en 1945), elle déclare : « Notre travail serait plus efficace si nous faisons preuve du même dévouement, du même esprit de sacrifice que nos camarades communistes et si nous calquions nos méthodes d'organisation sur les leurs ». Et le journaliste de dresser un portrait de la jeune femme : « L'oratrice est chaleureusement applaudie. C'est une agrégée aux allures de vierge sage : nattes brunes enroulées en un chignon austère, lunettes épaisses, une robe sombre sans autre colifichet qu'un col Claudine ». Mais l'enthousiasme militant de la Libération retombe vite. Des 6000 adhérents attribués par les Renseignements généraux au MRP en 1946, chiffres qui paraissent fort surévalués, on tombe à 3 à 4000 fin 1947. Le parti connaît une érosion de son influence. Dès 1947, avec la concurrence du RPF sur sa droite et sa participation à la troisième force comprenant la très laïque SFIO, le MRP se trouve confronté aux aspirations contradictoires de son électorat allant d'une fraction sociale du centre gauche à la droite, à la baisse du militantisme (démission des adhérents de droite et « tentatives de débauchage du RPF »), sans parler des difficultés financières²⁰. Pourtant, aux élections municipales d'octobre 1947, les parlementaires refusent l'alliance avec le RPF, préférant celle de la gauche modérée (radicaux, RGR) et laïque (SFIO). Directement (soixante-cinq maires), ou en alliance, le MRP joue un rôle important dans le quart des municipalités des Côtes-du-Nord. Mais, plus que par le RPF, le mouvement est concurrencé par les centristes du RGR, radicaux ou plévénistes. En 1948, il perd son seul conseiller de la République.

- 15 Pendant cette période, Marie-Madeleine Dienesch s'investit davantage dans son travail parlementaire et dans les instances nationales du MRP que dans sa fédération qui a bien du mal à trouver des responsables stables. Sauf à Saint-Brieuc, l'activité militante entre en léthargie et le MRP se transforme en parti de notables. En 1948-1950, des militants critiquent M.-M. Dienesch pour son absence sur le terrain. Cependant, pour les élections législatives de 1951, les trois députés sortants sont reconduits dans le même ordre sur la liste. Grâce à une campagne en faveur de l'école confessionnelle, et surtout aux apparentements avec les listes Pleven (UDSR-RGR-Indépendants) et SFIO contre le PCF et le RPF, le MRP parvient à sauver deux sièges avec 14,5% des suffrages exprimés et malgré une perte de 21,7% des voix par rapport à 1946. Marie-Madeleine Dienesch, membre de la commission de l'Éducation nationale, accède à la vice-présidence de cette commission dans la nouvelle législature. La fédération du MRP des Côtes-du-Nord est alors totalement désorganisée en 1951-1952 et de plus profondément divisée entre une aile gauche militante, dirigée par le député Henri Bouret et composée de la CFTC et de la JAC, et une aile droite formée de notables appartenant à la mouvance plévéniste au Conseil général, sur le point de faire scission. L'attraction est d'autant plus forte que René Pleven est à deux reprises président du Conseil de 1950 à 1952, puis ministre de la Défense nationale jusqu'en juin 1954.
- 16 Or, de 1952 à 1954, à propos de la poursuite de la guerre d'Indochine et surtout sur la question de la Communauté Européenne de Défense (CED), initiée par R. Pleven, le fossé s'élargit et sépare les deux parlementaires MRP des Côtes-du-Nord. Le 19 février 1952, H. Bouret vote contre la question de confiance du gouvernement Edgar Faure sur l'armée européenne puis, le 7 mars, hostile à la participation à un gouvernement de droite, il s'abstient pour ne pas se couper de la SFIO lors de l'investiture d'Antoine Pinay, contrairement à M.-M. Dienesch. En 1953 et 1954, par ses prises de position publiques contre la CED, contre la guerre d'Indochine, pour Mendès France (en juin 1953), aux côtés de communistes, de socialistes, voire de RPF contre la CED²¹, Henri Bouret se retrouve en minorité dans son propre parti et même dans la section de Saint-Brieuc. Le 8 mars 1954, le nouveau maire de Saint-Brieuc, Victor Rault, lui demande de respecter la discipline du parti ou de « s'exclure ». La rupture est consommée avec le soutien de H. Bouret à l'expérience mendésiste et surtout lorsqu'il vote pour le rejet de la CED le 30 août 1954. Il est alors immédiatement exclu du MRP et devient le leader de la Jeune République.
- 17 Face à cette crise interne, qu'elle l'ait souhaité ou non, Marie-Madeleine Dienesch qui est restée dans la ligne du parti, se retrouve en position de leader départementale du MRP. Elle est très populaire auprès des militants. Ses interventions dans les congrès départementaux, sur la politique générale, la politique familiale ou les questions scolaires sont toujours très applaudies. Dans une fédération très affaiblie par la scission et qui manque de cadres, elle est en position de recours. En outre, son glissement vers la droite est sensible à travers ses votes à l'Assemblée qui épousent à la fois l'évolution du MRP et celle de son électorat catholique et conservateur, un temps attiré par le vote RPF. Soutenant les gouvernements Pleven, Pinay, Laniel après Dien-Bien-Phu (7 mai 1954), elle s'abstient volontairement lors de l'investiture de Pierre Mendès France et lors des accords de Genève. Elle vote aussi le renversement de Mendès France, le 6 février 1955. Sur tous ces scrutins, Germaine Poinso-Chapuis adopte les mêmes positions.
- 18 Il faut désormais que Marie-Madeleine Dienesch fasse ses preuves face à ses anciens amis de *L'Action travailliste*-JR, devenus ses adversaires politiques. À la fin de l'année, animant les réunions du comité directeur et de nombreuses réunions publiques, notamment dans son futur fief de Loudéac (après 1958), elle mesure « les inconvénients de présenter une femme comme tête » de la liste d'Action Sociale, Familiale et Rurale du MRP. Seule députée sortante, elle est investie à l'unanimité des vingt-sept membres du comité directeur, le 30 novembre 1955²². En deuxième position figure Pierre Guillou, une personnalité du monde rural de la région de Lannion. Soutenue dans ses meetings par Pierre-Henri Teitgen, M.-M. Dienesch mène une campagne assez difficile : critiques de la JR (5,8 % des voix) et de la SFIO (pour le vote de la loi Marie-Barangé), échec de l'apparement avec la liste Pleven, présence de huit listes. Ayant fait campagne en direction des cultivateurs, en faveur de la liberté scolaire et du vote utile,

le MRP désormais clairement ancré au centre droit parvient à conserver deux députés avec 18 % des voix. Il récupère une partie des voix perdues au profit du RPF en 1951 et capte des électeurs plévéniens et indépendants ; René Pleven est le seul réélu de sa liste. Passant de 41 490 voix en 1951 à 54 776 en 1956, Marie-Madeleine Dienesch s'affirme comme la principale personnalité du MRP des Côtes-du-Nord, limitant la casse de la scission de 1955. Dans le bilan « positif » de sa profession de foi, elle a précisé ses nombreuses interventions à l'Assemblée, en faveur des jeunes, de l'éducation, des agriculteurs et des commerçants et artisans, en particulier (avec Germaine Poinso-Chapuis) pour la formation professionnelle artisanale des chambres des métiers.

19 L'affirmation de la carrière parlementaire de Marie-Madeleine Dienesch, en dépit des aléas liés aux enjeux politiques du MRP des Côtes-du-Nord, est d'autant plus remarquable que la place des femmes tend à diminuer au cours de ces deux législatures. De 1951 à 1956, le nombre de députées est passé de vingt-deux à dix-neuf, dont quinze communistes. Autant dire que dans les autres formations, leur place a été réduite à la portion congrue. Le MRP ne compte plus que trois élues en 1951, avec M.-M. Dienesch, Germaine Poinso-Chapuis, réélue dans les Bouches-du-Rhône, et F. Lefebvre (Seine). En 1956, avec deux socialistes, elles ne sont plus que deux rescapées. G. Poinso-Chapuis manque à l'appel après avoir été très lourdement battue à Marseille. Le retour au scrutin d'arrondissement et le séisme politique de 1958 aggravent encore la situation : l'Assemblée nationale ne compte plus que neuf femmes dont trois élues en Algérie. M.-M. Dienesch, une des six députées métropolitaines, s'inscrit au groupe Républicains populaires et centre démocratique (RPCD), puis en 1962 au centre démocrate, avec M.-M. Aymé de La Chevrelière (Deux-Sèvres). Durant cette première législature de la Ve République, la première phase de la carrière politique de M.-M. Dienesch, membre du comité directeur du MRP, est couronnée par son accession à la vice-présidence de l'Assemblée nationale, première femme élue à ce poste.

20 En 1958, M.-M. Dienesch a soutenu le retour au pouvoir du général de Gaulle et réussi son examen de passage dans la circonscription de Loudéac. Elle est réélue au deuxième tour, à la faveur d'une élection triangulaire, avec 45,3% des voix, face à un communiste très populaire et à un UNR. Le MRP tire bien son épingle du jeu dans les Côtes-du-Nord en enlevant trois sièges sur cinq. En Bretagne les centristes du MRP obtiennent douze sièges sur trente-trois. Si les démocrates chrétiens s'en sortent bien, les ténors du MRP sont battus : Pierre-Henri Teitgen en Ille-et-Vilaine, André Colin et André Monteil dans le Finistère. De ce fait, Marie-Madeleine Dienesch, se retrouve en position de leader régionale. Et, en terme d'adhérents, la fédération qu'elle anime résiste plutôt bien. En 1946, elle ne comptait pas parmi les dix premières fédérations du MRP, contrairement à celles du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan. Or en 1960, alors que le MRP n'a plus que 22 000 adhérents en France, la fédération des Côtes-du-Nord se retrouve en cinquième position avec 900 membres²³. Durant les années 1957-1962, Marie-Madeleine Dienesch est donc la principale animatrice d'une fédération MRP qui connaît de nouvelles tensions. Par exemple, en 1958, elle ne parvient pas à conserver le canton de Saint-Brieuc-sud détenu par le Dr Rahuel qui a rejoint l'Action travailliste. Et en 1959, elle ne parvient pas non plus à imposer l'ancien député Pierre Guillou comme candidat aux élections sénatoriales. On lui préfère Bernard Lemarié, maire de Caulnes et vice-président MRP du conseiller général, qui devient sénateur sur une liste d'entente avec les radicaux et les indépendants soutenue par René Pleven. Ce dernier engage le regroupement des centristes du département et bientôt Marie-Madeleine Dienesch entreprend une évolution politique qui la conduira à s'apparenter aux gaullistes en 1966-1967 puis à entrer au gouvernement, une opportunité que son parti ne lui avait pas donnée sous la IVe République, contrairement à Germaine Poinso-Chapuis. Mais, cette évolution sort du champ de notre étude. Disons seulement qu'à l'occasion des élections présidentielles de 1965, avec Maurice Schumann et une dizaine de députés, elle refuse de soutenir la candidature de Jean Lecanuet lui préférant le général de Gaulle. Et en 1966, elle ne suit pas les centristes du MRP dans l'aventure du Centre démocrate préférant se rallier au gaullisme.

21 Entamée un peu par hasard dans les Côtes-du-Nord à la Libération, la carrière politique de Marie-Madeleine Dienesch ne s'achève qu'en 1981-1982, par sa retraite des affaires

publiques. Une nouvelle ère politique s'ouvre, dominée par la gauche et surtout par le PS entraîné par Charles Josselin. A travers les crises, mais surtout grâce à son militantisme et à son caractère de « battante », la jeune femme est parvenue à s'imposer dans un milieu rural a priori peu favorable, même si le MRP y bénéficiait de solides atouts. Moins éphémère que celle de son aînée, Germaine Poinso-Chapuis à Marseille, la carrière politique de Marie-Madeleine Dienesch a battu plusieurs records : parlementaire pendant trente-six ans, élue onze fois de 1945 à 1978, elle est la seule femme à avoir siégé aussi longtemps sous la IV^e et la V^e République. Ministre de 1968 à 1974, puis ambassadeur plénipotentiaire à Luxembourg de 1975 à 1978, elle a été remplacée pendant dix ans par son suppléant, André Glon. Son action parlementaire dans plusieurs commissions de l'Assemblée nationale, souvent à des postes de responsabilités, n'en est pas moins considérable (seize propositions de loi, huit propositions de résolution, trente-trois rapports et avis)²⁴. Par ses interventions, dans la foulée de Germaine Poinso-Chapuis, la députée des Côtes-du-Nord s'est préoccupée du sort des femmes²⁵, des veuves et des orphelins de guerre, de la santé publique et des assistantes sociales, et surtout des problèmes de l'Éducation nationale. Mais au sein du MRP, elle n'a jamais négligé les tâches militantes et s'est même retrouvée en première ligne à partir du milieu des années 1950. En contrepoint de la carrière politique de Germaine Poinso-Chapuis, la première phase de celle de Marie-Madeleine Dienesch méritait d'être précisée, car rares sont les femmes qui soient parvenues à s'imposer durablement sous la IV^e République et la V^e République gaullienne et pompidolienne.

Bibliographie

BUTON Philippe - GUILLON Jean-Marie

1994 *Les pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin.

SIRINELLI Jean-François

1995 *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, PUF.

BAZIN François

1981 *Les députés MRP 1945-1946. Itinéraire politique d'une génération catholique*, thèse IEP, Paris.

BOUGEARD Christian

1991 « Le MRP des Côtes-du-Nord sous la IV^e République », *Charpiana*, Fédération des sociétés savantes de Bretagne.

1995 *René Pleven. Un Français libre en politique*, Rennes, PUR.

1995 *Le Choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord (1939-1945)*, Paris, éd. J.-P. Gisserot.

FONTVIELLE-ALQUIER F.

1979 *La grande peur de l'après-guerre*, Paris, R. Laffont.

LETAMENDIA Pierre

1995 *Le MRP. Histoire d'un grand parti français*, Paris, Beauchesne.

MAYEUR Jean-Marie

1986 *Catholicisme social et démocratie chrétienne*, Paris, Cerf.

PASCAL Jean

1990 *Les femmes députés de 1945 à 1988*, Paris, chez l'auteur.

Notes

1 Cet article reprend une communication présentée au colloque *Germaine Poinso-Chapuis témoin de son temps* qui s'est tenu à Marseille les 20, 21 et 22 novembre 1997. Il a été organisé par l'Association « Les Femmes et la Ville » présidée par Yvonne Knibiehler.

2 En pleine crise de Mai 1968, M.-M. Dienesch est nommée secrétaire d'État à l'Éducation nationale. Elle sera ensuite secrétaire d'État aux Affaires Sociales, puis auprès du ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale, du 20 juin 1969 au 25 mai 1974.

3 Dans Sirinelli 1995, ne figure pas d'entrée M.-M. Dienesch. Plus étonnant encore, dans Letamendia, 1995, les mentions de M.-M. Dienesch n'arrivent qu'aux pages 250 et 321, à propos de la disparition du MRP, pour signaler son ralliement à de Gaulle en même temps que celui de Maurice Schumann. Manque d'intérêt pour le rôle des femmes dans la vie politique ou/et "oublé" d'une personnalité qui a "trahi" sa famille d'origine ?

4 Bougeard 1995.

5 Buton et Guillon 1994.

6 Ce canton était détenu par un ancien démocrate populaire, le Dr Rahuel qui a rejoint la Jeune République (JR) et qui ne se représente pas. Il est emporté au deuxième tour par le député et leader socialiste de Saint-Brieuc, Antoine Mazier qui obtient les voix communistes et travaillistes des chrétiens de gauche de la JR. M.-M. Dienesch représente le canton de Plouguenast, dans sa circonscription de Loudéac, de 1976 à 1982.

7 *Who's Who in France 1995-1996* : 583.

8 Mayeur 1986 (ch. VII), s'appuyant notamment sur Bazin 1981.

9 Nous remercions Mme Jacqueline Roca de nous avoir communiqué cette information.

10 Nos tentatives de contact avec M.-M. Dienesch, gravement malade, n'ont pu aboutir. Elle est décédée le 9 janvier 1998. Selon le témoignage d'une de ses anciennes collaboratrices, elle aurait demandé cette mutation en Normandie pour des raisons de rapprochement familial.

11 Pascal 1990. Ouvrage préfacé par M.-M. Dienesch (notice p. 159-162). Fichier des adhérents de Libération Nord, AD. Côtes-d'Armor (abr. AD. C.-d'A.). Sur l'histoire des mouvements de Résistance, voir Bougeard 1995.

12 Bougeard 1991 : 433-442.

13 AD C.-d'Armor. 1192 W 41. Notices biographiques des candidats. Élections 1958.

14 Données statistiques détaillées dans Pascal 1990.

15 M.-M. Dienesch n'est plus secrétaire de l'Assemblée mais en sera vice-présidente de 1958 à 1962 alors que G. Poinso-Chapuis l'a été en 1949-1950.

15

16 M.-M. Dienesch progresse en voix : 97 734 en juin, 99 717 en novembre 1946. Elle appartient à la tranche des parlementaires MRP (18,9%) nés entre 1913 et 1923. Le troisième député MRP des Côtes-du-Nord est un jeune militant issu des FFL, Constant Montjaret. Hélène Le Jeune (PCF) représente ce département de 1947 à 1951.

17 Pascal 1990.

18 *Le Républicain populaire* disparaît en avril 1947 pour des raisons financières et rédactionnelles.

19 Fontvielle-Alquier 1979 : 328. Ce positionnement est confirmé par la notice biographique de candidature de 1958 de M.-M. Dienesch qui a été : " considérée pendant les premières années de son mandat comme représentant l'aile gauche du MRP des Côtes-du-Nord ". AD. C.-d'A. 1192 W 41.

20 Dans son rapport de juin 1947, le préfet écrit : « Les MRP, à leur tour, sentent bien qu'ils sont entamés jusqu'à la division, par les contradictions profondes de leurs adhérents et même de leurs chefs. Le socialisme chrétien des uns déconcerte le conservatisme religieux des autres (...) ». AD. C.-d'A. 1 W 7.

21 Le 8 novembre 1953, H. Bouret a participé à Paris à une conférence nationale sur le problème allemand et y a fait adopter une motion hostile à la ratification de la CED, publiée par *L'Humanité*. Le 17 novembre, il envisage de créer un comité anti-CED dans les Côtes-du-Nord avec des radicaux et des responsables du RPF. Au début 1954, il participe à Saint-Brieuc à une conférence des minoritaires de la CFTC contre le réarmement allemand avec le député socialiste Antoine Mazier et l'ancienne députée communiste Hélène Le Jeune.

22 AD C.-d'A. 20 W 80 et 1192 W 39.

23 Letamendia 1995 : 206-209. Selon cet auteur, en 1945, le taux d'implantation, c'est-à-dire le nombre d'électeurs inscrits pour un adhérent, était de 569 dans les Côtes-du-Nord (29e rang). En 1956, après la scission, il était de 2682 (74e rang).

24 Pascal 1990 : 158-162.

25 M.-M. Dienesch a été vice-présidente internationale de l'Union européenne féminine et présidente de la section française de 1963 à 1969.

Pour citer cet article

Référence électronique

Christian BOUGEARD, « Marie-Madeleine Dienesch : une carrière politique féminine méconnue », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 8 | 1998, mis en ligne le 03 juin 2005, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/325> ; DOI : 10.4000/clio.325

À propos de l'auteur

Christian BOUGEARD

Christian BOUGEARD est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bretagne Occidentale (Brest), membre du CRBC (Centre de Recherche Bretonne et Celtique), chercheur associé à l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP-CNRS, Cachan). Nombreuses publications sur l'histoire de la Bretagne contemporaine. Derniers ouvrages : *René Pleven. Un Français libre en politique*, Rennes, PUR, 1995, et *Le Choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord (1939-1945)*, Paris, éd. J.-P. Gisserot, 1995. Adresse : Faculté des Lettres et Sciences Sociales Victor Ségalen, 20 rue Duquesne, BP 814, 29285 Brest.

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Résumé / Abstract

Marie-Madeleine Dienesch, disparue en janvier 1998, appartient à la génération des jeunes parlementaires qui commencent une carrière politique à la Libération, au sein du MRP. Son élection dans les Côtes-du-Nord, en 1945, est un peu le fruit du hasard. Cet article étudie comment M.-M. Dienesch s'affirme comme l'une des principales responsables du MRP et comment son enracinement dans ce département breton lui permet d'accéder à des responsabilités parlementaires. C'est l'une des rares femmes à s'imposer durablement dans la vie politique française sous la IV^e puis sous la V^e République gaullienne et pompidolienne, et à participer aux gouvernements de 1968 à 1974.

Marie-Madeleine Dienesch, deceased in January 1998, belongs to the generation of the young Members of Parliament who begin a political career after the Liberation, in the MRP party. Her election in the Côtes-du-Nord, in 1945, is quite by chance. This article studies how M.-M. Dienesch asserts herself as one of the main responsables of the MRP party and how her taking root in this Breton department gives her the possibility to accede to parliamentary responsibilities. She is one of rare women who durably imposed herself in the french political life in the Fourth and Fifth Republic. Actually, she takes part in the governments between 1968 and 1974.